PV du conseil municipal du 21 Janvier 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt et un janvier, à vingt heures, le conseil municipal de la commune de Maubec légalement convoqué, s'est réuni en mairie, salle du conseil, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur le Maire, Olivier TISSERAND,

PRESENTS :

Mesdames Fabienne SOLER, Annie LLOPIS, Caroline PILAN-THEVENIN, Céline BUCLON, Renée VERBO, Annick ARNOLD

Messieurs Olivier TISSERAND, Luc GUSTA, Gérald BONNARD, Alain THORIN, Gilles GASPAROTTO, Stéphane RAJON, Jessy VAUCHEL, Guillaume ROLAND, Robert AIMONETTI, André REVOL

POUVOIRS :

Delphine ROBY-PASCAL donne pouvoir à Gérald BONNARD,
Angèle SIERRA-NETZER donne pouvoir à Olivier TISSERAND
Christian BUCLON donne pouvoir à Céline BUCLON

Date de convocation : 15/01/2025

Secrétaire de séance :

Madame Fabienne SOLER

Quorum début de la séance :

- Effectif en exercice : 19
- Présents : 16
- Votants : 19

Le maire demande à l'assemblée le retrait d'une délibération à l'ordre du jour :

- La demande de subvention DETR/DSIL pour les travaux d'aménagement d'un cabinet médical

Madame Arnold demande des explications supplémentaires par rapport au cabinet médical qui a été découvert aux vœux du maire.

Monsieur le maire répond que le dossier avec un projet devait être déposé pour le 31/01, que c'est trop tôt, qu'il convient de prendre plus de temps pour l'élaboration du dossier.

Madame Arnold répond que l'annonce paraissait prématurée.

Monsieur le Maire répond que ça aurait été possible mais qu'il préfère prendre du temps.

L'assemblée à l'unanimité accepte le retrait de cette délibération à l'ordre du jour.

1/ Approbation du Procès-Verbal du 19 Novembre 2024

Par mail en date du 20 Janvier 2025, Madame Arnold demande à ce que soit complété la partie sur l'approbation du PV du 1^{er} Octobre 2024 : "Pour le compte de Mr Revol qui avait une panne d'internet, Madame Arnold....."

Le Procès-Verbal du conseil municipal du 19 Novembre 2024 est approuvé à l'unanimité.

2/ Délibérations :

20250121 – 01- FINANCES - DECISION MODIFICATIVE SUR BUDGET 2024 – ECRITURES D'AMORTISSEMENTS ET DE REPRISE DE SUBVENTIONS

Rapporteur : Madame Fabienne SOLER

Madame SOLER informe l'assemblée qu'il est nécessaire de réaliser une décision modificative sur le Budget 2024 pour permettre le passage des écritures d'ordre :

- d'amortissement notamment l'amortissement des travaux d'aménagement sécuritaire du chemin de Paternos,
- de reprise de subvention notamment pour la subvention obtenue pour l'équipement numérique de l'école.

Pour la section de fonctionnement :

Désignation :	Dépenses	Recettes
042/681 Dotation aux amortissements	3 500€	
042/777 Quote part des subventions d'investissement		3 500€
TOTAL	3 500€	3 500€

Le budget principal 2024 approuvé en séance du Conseil Municipal du 19 Mars 2024 pour un montant de 1 309 130.87€ en section de fonctionnement est porté à **1 312 630.87€**

Pour la section d'investissement :

Désignation :	Dépenses	Recettes
040/13911 reprise sur investissement – Etat et établissements nationaux	3 500€	
040 / 28041512 Amortissement subvention GFP de rattachement (CAPI)		3 500€
TOTAL	3 500€	3 500€

Le budget principal 2024 approuvé en séance du Conseil Municipal du 19 Mars 2024 pour un montant de 1 646 789.56€ en section d'investissement est porté à **1 650 289.56€**.

Il est demandé au Conseil municipal :

- **D'APPROUVER** la décision modificative telle que définie dans le tableau ci-dessus.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, DECIDE

- **D'APPROUVER** la décision modificative telle que définie dans les tableaux ci-dessus.

**20250121 - 02 – FINANCES – OUVERTURE PAR ANTICIPATION DES CREDITS
D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF – AUTORISATION
DONNEE AU MAIRE**

Rapporteur : Madame Fabienne SOLER

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment l'article L1612-1,

Madame SOLER rappelle à l'assemblée, qu'en application de l'article L1612-1 du CGCT, jusqu'à l'adoption du budget primitif, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il est proposé la répartition suivante :

Budget 2024 hors dettes	Maxi 25%	Ouverture de crédits 2025				
		Chapitre	Article	Montant		
1 355 029	338 757	Chapitre 20	203	2 000		
			2 051	2 000		
			total	4 000		
		Chapitre 21	211	2 000		
			212	8 000		
			2 128	5 000		
			2 135	8 000		
			2 151	10 000		
			21 538	10 000		
			2 158	2 000		
			2 183	1 000		
			2 184	1 000		
			total	45 000		
		Chapitre 204	204 182	10 000		
		Chapitre 23	231	50 000		
		1 355 029	338 757	TOTAUX		109 000

Les restes à réaliser 2024 pour la section d'investissement s'élèvent à **194 000 euros**

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'APPROUVER** l'application de l'article L1612-1 du CGCT pour un montant de 109000€ selon la répartition ci-dessus, pour l'ouverture par anticipation des crédits d'investissement avant le vote du budget primitif,

Madame Arnold demande s'il reste encore beaucoup de factures pour le Vieux Pressoir.

Monsieur Vauchel répond que la réception est au 31 janvier et qu'il restera encore les DGD vers fin février/ 15 mars.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, DECIDE

- **D'APPROUVER** l'application de l'article L1612-1 du CGCT pour un montant de 109000€ selon la répartition ci-dessus, pour l'ouverture par anticipation des crédits d'investissement avant le vote du budget primitif,

20250121 - 03 – TE38 - ADHESION AU SERVICE CARTOGRAPHIQUE EN LIGNE

Rapporteur : Monsieur Luc GUSTA

Le Comité Syndical de Territoire d'Énergie Isère (TE38) a délibéré le 9 décembre 2013, puis le 15 septembre 2014 et le 28 septembre 2015 pour fixer les conditions d'accès à un service de cartographie en ligne dédié aux communes et EPCI à fiscalité propre adhérents.

Ce service permet à la collectivité qui en bénéficie, sur son territoire, de :

- Visualiser les réseaux relevant des compétences transférées à TE38 : distribution publique d'électricité, gaz, éventuellement éclairage public ;
- Soumettre des demandes d'intervention sur les réseaux d'éclairage public si elle en a transféré la compétence à TE38 ;
- Disposer d'un applicatif foncier permettant de visualiser des données relatives au cadastre ;
- Intégrer des données propres à son territoire (urbanisme, PLU, réseaux d'eau potable, assainissement, pluvial, couches libres...). Ces thèmes supplémentaires donnent lieu à facturation, et doivent être fournies dans le format décrit dans l'annexe à la convention.

Une convention entre TE38 et la collectivité formalise le service et en particulier les droits et obligations de chaque signataire :

- Cette convention est conclue pour une durée de six ans renouvelables par tacite reconduction ;
- La collectivité n'est pas responsable des données dont elle n'est pas propriétaire et ne peut s'en attribuer la propriété ;
- La collectivité reconnaît que les données mises en consultation via le SIG et mis à disposition par TE38 ne sont fournies qu'à titre indicatif et n'ont aucune valeur réglementaire, et n'exemptent pas la commune de ses obligations en matière de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)

Monsieur le maire présente au conseil municipal la convention relative à l'adhésion au service.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser son Maire à signer la convention d'adhésion au service de cartographie en ligne ;
- de s'engager, le cas échéant, à verser sa contribution à TE38 dès que les avis seront notifiés à la commune, et prend note que la somme versée ne donnera pas lieu à récupération de TVA.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, DECIDE

- **D'AUTORISER** son Maire à signer la convention d'adhésion au service de cartographie en ligne ;
- **DE S'ENGAGER**, le cas échéant, à verser sa contribution à TE38 dès que les avis seront notifiés à la commune, et prend note que la somme versée ne donnera pas lieu à récupération de TVA.

20250121 - 04 – FINANCES – CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE MEDICO SCOLAIRE DE BOURGOIN-JALLIEU– AUTORISATION DONNEE AU MAIRE

Rapporteur : Fabienne SOLER

Il convient de signer l'avenant N°12 du 13 décembre 2024 d'actualisation de la nouvelle convention de participation financière aux charges de fonctionnement du centre médico-scolaire de Bourgoin-Jallieu.

La participation de la commune est calculée au prorata du nombre d'enfants inscrits au centre médico-scolaire à la rentrée scolaire, elle est fixée à 0.47 centimes d'euro par élève.

La commune de Maubec contribuera pour le nombre d'élèves inscrits à la rentrée 2024/2025.

Il est demandé aux membres présents du Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le maire à signer l'avenant.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'AUTORISER** Monsieur le maire à signer l'avenant à la convention de participation financière aux charges de fonctionnement du centre médico-scolaire.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, DECIDE

- **D'AUTORISER** Monsieur le maire à signer l'avenant à la convention de participation financière aux charges de fonctionnement du centre médico-scolaire.

20250121 – 05 - MUTUALISATION – AVENANT A LA CONVENTION D'UN SERVICE COMMUN DEDIE A LA DOCUMENTATION

Rapporteur : Olivier TISSERAND

La loi portant réforme des collectivités locales a permis le développement des outils de la mutualisation. Un nouvel instrument complète donc les moyens à disposition des collectivités pour favoriser la solidarité intercommunale et rechercher la réalisation d'économies d'échelles en donnant la possibilité aux EPCI à fiscalité propre et à leurs communes membres de créer des services communs.

L'article L5211-4-2 du code général des collectivités territoriales fixe les principes généraux de ce service qui est créé par convention.

La création d'un service commun en matière de documentation permet non seulement la réalisation d'économies d'échelle par la mutualisation des abonnements électroniques mais aussi le bénéfice d'une véritable expertise en la matière.

La commune a délibéré en date du 9 décembre 2011 pour la création d'un service mutualisé commun dédié à la documentation entre la CAPI et ses communes membres intéressées, à compter du 1^{er} janvier 2012.

Il convient en application de l'article 4 de la convention :

- de valider par la signature de l'annexe 1 à la convention l'option choisi par la commune : Option n°1 : Abonnements généraux pack « petite commune »
- de valider par la signature de l'annexe 2 à la convention, la répartition des frais annuel par commune : la part communale s'élèverait à 580.38€

Le maire rappelle que le service commun prend en charge :

- la création d'un poste de documentaliste dotant le service commun d'une véritable expertise en la matière ;
- l'acquisition des ouvrages et la souscription des abonnements électroniques nécessaires ;
- la gestion des abonnements électroniques en fonction de l'option choisie par la Commune (abonnements généraux exclusivement ou abonnements généraux et juridiques) : demandes de création de comptes auprès des fournisseurs, transmission des codes de connexion aux utilisateurs...
- la diffusion des lettres d'information :
- l'élaboration de dossiers documentaires à la demande de la Commune,
- l'accès en ligne au catalogue des ouvrages et à la base documentaire des articles des revues,
- l'accès au fonds d'ouvrage et l'emprunt dans les conditions suivantes : trois ouvrages pour trois semaines,
- la formation par le service documentation de la CAPI des agents communaux à l'utilisation des sources et des bases

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'AUTORISER** Monsieur le maire à signer les annexes de l'avenant à la convention portant création du service commun de documentation.
- **DIRE** que les dépenses seront imputées sur le budget principal de la Commune, exercice 2025 et suivants.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, DECIDE

- **D'AUTORISER** Monsieur le maire à signer les annexes de l'avenant à la convention portant création du service commun de documentation.
- **DIRE** que les dépenses seront imputées sur le budget principal de la Commune, exercice 2025 et suivants.

Fongibilité des crédits :

- Dans le cadre du vote du budget, une délibération sur la fongibilité des crédits a été adoptée autorisant, dans la limite de 7.5% du montant total du budget, des virements de crédits entre chapitres.

Le Maire rend compte à l'assemblée et informe que dans le cadre de cette délibération, ont été réalisés en décembre 2024, pour permettre la saisie des écritures d'emprunts à échéance du 31 décembre 2024, les échéances de décembre 2023 ayant été saisies sur début 2024 :

- un virement de crédit de 2 500€ du compte 7392221 chapitre 014 au profit du compte 66111 chapitre 66.
- un virement de crédit de 17 000€ du compte 204182 chapitre 204 au profit du compte 1641 chapitre 16.

Informations diverses :

Compte Financier Unique :

C'est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

Le SGC de Bourgoin Jallieu a sollicité les communes de la CAPI pour savoir qui était candidate pour se passage au CFU dès fin 2024. La commune de Maubec a candidaté.

Une formation a été suivie avec notre prestataire AGATE, les paramétrages sont réalisés.

Lors de la séance de conseil de vote du budget 2025, il sera procédé à l'approbation du Compte financier unique

Madame ARNOLD demande si le document est volumineux et d'avoir assez le temps pour l'étudier.

Il est répondu que les documents de compte de gestion et de compte administratifs, reprenant les mêmes informations, étant fusionnés, le compte financier unique ne sera pas forcément plus gros. Il aura la même structure. Il y aura une commission finances avant.

Point Vieux Pressoir

Les opérations préalables à la réception (OPR) ont été réalisées ce mardi avec les entreprises avec les différentes remarques. Les entreprises ont jusqu'au 31/01, jour de réception, pour réaliser les derniers travaux.

Madame Arnold demande si il y a beaucoup de réserves.

Il est répondu que quelques points ont été soulevés pour quelques lots, notamment les gardes corps manquants, l'enrobé, la validation des VMC qui est en attente de la réception des consuels, le nettoyage....

Monsieur le maire informe qu'un nouveau diagnostique amiante-plomb sera réalisé, il est obligatoire avant la mise à disposition des locaux aux locataires.

Madame Arnold demande si les locataires des appartements sont sélectionnés.

Le maire répond que 6 candidatures ont été réceptionnées et que les dossiers seront étudiés prochainement. Il est souhaité que les appartements soient disponibles pour mi-février.

Jeudi 23 février, l'APAVE vient faire le contrôle électrique pour permettre la délivrance des consuels semaine suivante.

Visite Sous-Préfet

Le nouveau sous-préfet Monsieur BOISSON est venu sur la commune le 14 Janvier suite à notre invitation, après sa nomination. Il a fait le tour de la commune, des différents bâtiments dont le Vieux Pressoir, les différents projets et travaux menés sur le mandat ont été énoncés. Nous avons échangé sur l'arrivée prochaine d'un médecin sur la commune.

Madame Verbo demande à avoir plus d'informations sur l'arrivée du médecin.

Monsieur le maire répond que le médecin sera installé en centre village, qu'il est nécessaire que le bâtiment d'accueil réponde aux normes des établissements recevant du public.

Madame Arnold demande dans quel bâtiment il sera installé.

Monsieur le maire répond que l'étude se porte sur l'extension de la maison « Pollosson ».

Monsieur Vauchel explique que la problématique du cabinet médical est qu'il y a de la réception de public. Il est nécessaire de déposer une déclaration préalable ou un permis de

construire et que des études préalables de structures et des diagnostics sont nécessaires. Le besoin en termes de surface est de 50m² : une salle d'attente, un sanitaire public, une salle de consultation. Du coup ces études demandent un peu de temps.

Madame Arnold demande pourquoi le médecin ne s'installerait pas dans les locaux qui appartiennent à Ganoune en bas de Maubec, il y aurait beaucoup plus de patientèle et pour drainer le maximum de monde des communes extérieures.

Monsieur le maire répond que la problématique d'en bas du village, c'est qu'il n'y a pas de places de parking.

Madame Arnold demande si la question a été posée aux habitants de la Combe si ils ne préféreraient pas en bas à La Combe.

Monsieur le maire répond que les potentiels patients des autres communes monteront au village, on a déjà eu des appels en mairie des gens extérieurs. Les locaux de Ganoune ne sont pas loués par ce que les loyers sont élevés.

Madame Arnold répond que s'il ne les loue pas, il pourrait les baisser.

Monsieur Gasparotto ajoute qu'il faudrait également une place PMR dédiée.

DICRIM / PCS

Monsieur le maire annonce que le DICRIM est maintenant disponible sur le site internet de la mairie. Une information est prévue dans le prochain Maubelan.

Pour le PCS , il a été finalisé, il faut prendre un arrêté d'approbation du PCS et le transmettre avec le PCS et le DICRIM de façon dématérialisée.

Madame Pilan-Thevenin présente le DICRIM, chaque habitant devrait l'avoir. On pourrait l'imprimer mais cela a un coût et pas certain qu'il soit conservé par les personnes. On a choisi de le mettre sur le site et chacun fera comme il le souhaitera.

Madame Verbo demande si on a pensé aux personnes âgées qui ne maîtrisent pas internet.

Madame Pilan-Thévenin répond que quelques exemplaires pourront être imprimés pour leur distribuer, au plus de 73 ans notamment.

La CAPI a donné une estimation du coût mais ne réalise pas l'impression.

Pour le PCS, il a été finalisé, il se compose de 5 classeurs :

- Classeur des généralités qui regroupe les risques répertoriés sur la commune avec notamment la carte des aléas du PLU avec les conduites à suivre suivant le cas
Les lieux de rassemblement étant la mairie en 1^{er} lieu ou le périscolaire en cas de problème à la mairie.

Madame Arnold demande comment ça se passe s'il y a les enfants au périscolaire. Madame Pilan-Thevenin répond que l'on placera les enfants dans les classes.

Madame Arnold demande s'il y a le risque d'écrasement d'avion ?

Madame Pilan-Thevenin répond que ce cas n'a pas été retenu mais qu'elle va se renseigner pour compléter l'information.

- Classeur du DOS (Directeur des Opérations de Secours) et du RAC (Responsable des actions Communales) avec la gestion du standard et du tableau de bord (qui regroupe toutes les actions menées)
- Classeur Sécurité et logistique
- Classeur de Cellule communication (contact avec la population, la presse, etc ...)

- Classeur de Cellule de soutien (hébergements des personnes à la maison du village, l'approvisionnement)

Ce sont des documents qu'il va falloir revoir, réorganiser chaque année notamment pour les listes : personnes vulnérables, PMR.

Monsieur le maire précise que le Sous-préfet a demandé, avant de venir, si nous avons finalisé le DICRIM et le PCS.

Madame Pilanb Thévenin remercie les personnes qui l'ont aidé à travailler à l'élaboration de ce PCS notamment Annie, Fanny et Sophie.

Questions diverses

Madame Arnold demande où en est le PAEN ? Y a-t-il eu un envoi des cartes au département ? Monsieur le maire répond qu'il a été transmis aux services de la CAPI pour vérification avant d'être transmis au département. Le dépôt doit avoir lieu avant le 31/01.

Madame Arnold demande s'il y a besoin d'une validation en Conseil municipal. Est-ce que le dossier transmis correspond à la version étudiée lors de la commission urbanisme/environnement ?

Monsieur le maire répond, oui il est normalement conforme à ce qui a été vu en commission.

Madame Verbo évoque une bande de terrain qui posait problème.

Il est répondu que non il n'y avait pas de soucis particuliers, cela n'a pas été évoqué lors de la dernière réunion.

Monsieur Revol évoque les terrains Bidaud au Maron, il avait été dit que ce n'était pas possible d'enlever un terrain au milieu.

Monsieur le maire précise que la présentation faite en commission sera présentée au département pour avis. Il n'y a rien de figé. Ensuite une enquête publique financée par le département sera réalisée. Le département est certainement en contact avec la SAFER.

Monsieur Revol demande s'il y a eu un avancement sur les bornes de son terrain. Monsieur le maire répond qu'un mail a été envoyé et demande s'il a les documents de bornage. Monsieur Revol répond non, car fait avant l'achat en 2002. Les géomètres doivent avoir les bornages.

Monsieur Gusta annonce qu'il a également écrit pour remettre la haie pour remplacer les charmilles mortes, par contre rien n'est stipulé dans la déclaration préalable, la plantation avait été réalisée gratuitement, ça a été revendu on ne peut pas réexiger une plantation.

Monsieur Revol dit qu'il faudrait passer au recommandé et Madame Arnold rappelle que c'est inscrit dans le PLU que l'antenne doit être cachée.

Monsieur le maire revient sur la cérémonie des vœux pendant laquelle il a annoncé que l'Etat n'avait rien attribué comme subvention pour les nombreux dossiers de subventions. Monsieur le maire refait l'historique : 2022 incomplet, 2023 pas de réponse, 2024 rien.

Lors de la venue du Sous-préfet ce sujet a été évoqué, l'historique des différents dossiers a été fait et il a été répondu qu'une réponse a été apportée à chaque sollicitation.

Par contre nous avons appris que les services de l'Etat avaient reçu un mail avec une suspicion d'irrégularité quant aux marchés publics liés à l'opération.

La simple formulation de telles accusations a suffi, sans investigation supplémentaire et contenu du nombre important de dossiers de demandes de subventions des autres communes, à écarter notre dossier. Je considère que c'est une volonté délibérée de nuire, sans aucune considération de l'intérêt de notre commune.

Madame Arnold demande plus de précisions.

Madame Soler réexplique que la commune a eu une information selon laquelle l'Etat avait reçu un mail au sujet de marchés avec des irrégularités. Il n'y a pas eu d'investigation supplémentaire de la préfecture et le contrôle de légalité n'est pas intervenu. Au vu du nombre conséquent de dossiers de subventions déposés en sous-préfecture, le moindre doute sur la régularité du dossier a fait que le dossier de Réhabilitation du Vieux Pressoir a été écarté.

Madame Arnold répond qu'ils n'ont jamais fait de délation ni dit que les marchés étaient irréguliers.

Le sous-préfet a précisé que le mail provenait du groupe minoritaire, il avait l'indication dans son dossier.

Madame Arnold dit que les travaux ne rentraient pas dans les critères définis des DETR/DSIL.

Le maire demande pourquoi. Elle répond parce qu'il faut démontrer des économies d'énergie,

Monsieur Vauchel répond que le principal est de savoir si tous autour de la table on œuvre pour la commune. C'est bien le sous-préfet qui a évoqué le mail le jour de la visite.

Monsieur le maire complète en précisant qu'avec ce mail, le dossier de Maubec a été mis sous la pile. Le sous-préfet n'a pas évoqué l'opposition mais bien le groupe minoritaire. Il ne nous a pas transmis le mail mais il était présent dans le dossier de subvention.

Aujourd'hui cette non-obtention de subvention ne remet pas en péril l'équilibre budgétaire de la commune mais par contre ça peut induire une augmentation des impôts, donc peser sur la population.

Madame Arnold annonce qu'elle recherchera le mail, elle demande en quelle année. Madame Arnold se rappelle qu'elle avait fait une demande pour avoir accès au budget.

Monsieur le maire répond du temps de Mme Gadoud, aux alentours de 2022.

Madame Arnold répond que les marchés n'étaient pas passés.

Monsieur le maire répond qu'en 2022 c'était le marché de maîtrise d'oeuvre et qu'ils étaient venus en mairie consulter le dossier.

Madame Arnold ne se souvient pas d'avoir consulté le dossier.

Madame Verbo répond que si, elles sont venues le consulter ensemble, ça fait partie des droits des élus. Le groupe minoritaire avait bien averti qu'il était contre le projet. Madame Arnold rajoute qu'ils n'auraient pas acheté le bâtiment. Monsieur le Maire lui demande pourquoi dans ces conditions ils ont voté pour la préemption.

Madame Pilan Thevenin ajoute que les élus travaillent pour éviter que Maubec soit une commune « dortoir ».

Madame Arnold se rappelle qu'elle avait fait une demande pour avoir accès au budget.

Monsieur Vauchel ajoute, qu'écrire un mail n'est pas le sujet mais plutôt d'avoir au moins la franchise de nous en informer, avec les éventuelles remarques sur le marché, c'est dommage que l'on découvre trois ans après qu'un courrier a été envoyé, et qu'on l'apprenne par le Sous-préfet. Nous sommes tous là autour de la table pour notre commune.

Le sous-préfet a été clair, il n'y aura pas de subvention pour le Vieux Pressoir. Le dossier est clos.

Madame Verbo demande de quel montant était la subvention attendue.

Monsieur le maire répond 300 000 euros.

Madame Arnold explique que ce type de projet n'entre pas dans les priorités DETR DSIL mais plutôt école, gymnase

Monsieur le maire répond que Porcieu et Diemoz ont eu ce type de subvention pour des commerces. Il précise que l'investissement est pour le village et que si le sous-préfet n'était pas venu, on n'aurait jamais su. Le projet c'est pour le village, pour les habitants.

Monsieur Vauchel rajoute que si nous avons été au courant, nous aurions pu répondre. C'est lui qui a monté le dossier de marché public, il est parfaitement régulier. Il demande à ce que Madame Arnold amène l'écrit réalisé.

Il est demandé si les 3 autres élus du groupe minoritaire sont au courant de la démarche.

Madame Arnold répond que lorsqu'elle écrit quelque chose, les trois autres élus sont au courant.

Le maire conclut qu'on ne peut pas taper sur le dos de l'Etat ou du département quand on n'a pas les subventions lorsqu'il y a des écrits qui entravent la bonne instruction des dossiers.

La séance est levée Fin 21h20

Procès-Verbal approuvé en séance du Conseil Municipal du 8 Avril 2025 par 4 voix CONTRE (A. ARNOLD, R. VERBO, A. REVOL, R. AIMONETTI) et 14 voix POUR.

Maubec, le 10 Avril 2025

Le secrétaire
Fabienne SOLER

Le Maire,
Olivier TISSERAND